

Vezação final
(incluída na pasta
'Trabalhos 1999')



CONFERENCE DE PARIS

Femmes et Hommes au Pouvoir

Rapport général présenté par

Madame Maria de Lourdes Pintasilgo

le 15 avril 1999

Fundação Cuidar o Futuro
au Centre International de Conférences
19, avenue Kléber - Paris, France



INTRODUCTION

La présence de tous et de toutes ici aujourd'hui témoigne de l'ampleur et du momentum que ces enjeux ont pris dans l'évolution de notre siècle.

Naturellement, même si ma présentation a le titre d'un rapport, ce n'est pas un rapport que je vais faire.

La richesse des documents qui nous ont été fournis ne peut pas être rendue dans une synthèse qui serait forcément réductrice et qui ne ferait pas justice à la spécificité des trois grands domaines envisagés : le politique, l'économique et le social.

C'est pourquoi je vais plutôt essayer de situer la problématique de la "participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision", ou bien "femme, homme et pouvoir" dans le contexte socio-politique qui caractérise cette fin de siècle.

C'est ma conviction que les insuffisances de la représentation des femmes sont étroitement liées à d'autres phénomènes. D'ailleurs Nicole Perri vient de le dire de façon bien nette. Ce n'est qu'en tant qu'ensemble du problème, du sous-système, j'estime possible d'aborder la problématique des réponses qui peuvent y être apportées.

Toute problématique sociale, en effet, s'insère de nos jours dans un cadre de complexité. C'est le cadre que je vais essayer d'esquisser à l'aide de plusieurs entrées.



- . Une démarche de citoyenneté en oeuvre en Europe
- . Un contexte contemporain incertain et sans repères
- . Un regard sur obstacles d'accès et stratégies du présent
- . Un pouvoir en transition
- . Un contrat sexuel au coeur du contrat social.

Fundação Cuidar o Futuro



I. Une démarche de citoyenneté en oeuvre en Europe

En effet, nous avons bien conscience et nous venons d'entendre avec son enthousiasme typique le Commissaire Flynn nous sommes aux prises, en Europe, avec la définition et la mise en acte d'une véritable citoyenneté.

Pour le Parlement européen, dont je salue ici les membres présents, pour les groupes d'experts ou comités de sages auxquels la Commission européenne a fait appel, la notion étriquée d'une citoyenneté qui ne s'exprimerait que par une petite marge des droits politiques est, en effet, périmée.

Et pourtant, partout, est en train de germer l'idée que refonder l'Europe est un impératif. Pour ce faire, il est urgent de dépasser le cadre limité où nous ont laissés, malgré tout, les deux dernières révisions des Traités, Maastricht mais aussi Amsterdam.

Fundação Cuidar o Futuro

De plus en plus, il nous faut définir une citoyenneté qui rende justice à l'étroite indivisibilité des droits civiques, sociaux, économiques, politiques et culturels.

Et cette indivisibilité n'est pas uniquement une question de droit stricto sensu mais elle nous amène d'emblée à l'interdépendance des grands domaines qui structurent la vie sociale; nous entrons alors dans la voie transdisciplinaire, surtout transectorielle ou, comme le dit l'UNESCO, de l'entre-savoirs et d'une réorganisation totale du politique.

En effet, en passant du niveau abstrait des droits aux éléments concrets, structurants de la société, nous reconnaissons alors non plus seulement des individus mais des sujets, car nul autre que le sujet ne peut intervenir dans la société comme le démontre si bien toute l'oeuvre d'Alain Touraine entre autres.



Dans le sujet est présente la personne entière, avec son identité, dont le statut s'exprime à la fois par la responsabilité et la liberté. Dans le sujet, se confondent une expérience et une culture propres, et c'est vrai pour les femmes ainsi que pour les hommes, avec les rapports sociaux et le pouvoir social des réseaux dont le sujet, parce que vivant, est partie prenante.

En d'autres termes, plus simples, le sujet est acteur social ; par lui adviennent le changement et la transformation des idées et des institutions.

En disant cela, comme entrée, nécessairement je dois me référer aux grandes transformations sociales du XXème siècle ce qui nous amène aux points que nous discutons aujourd'hui. Et ces grandes transformations sociales majeures dues à l'avènement de nouveaux acteurs sociaux.

J'en passe quelques-unes rapidement en revue :

Au début du siècle et jusqu'à la IIème guerre mondiale, le mouvement ouvrier issu du processus d'industrialisation, nous a affranchis, jusqu'à un certain point, du travail subi comme oppression. Il nous a légué les horaires de travail, le congé hebdomadaire, les vacances, la protection face aux risques dans le travail. Il continue dans des voies qui sont nécessairement nouvelles.

Il a ainsi enrichi, et c'est le point clé de ce que je veux dire, le respect de la dignité humaine, en considérant comme sujet de droits inaliénables les hommes en tant que travailleurs, quel que soit leur métier.

Deuxième mouvement :

Après la IIème guerre mondiale, se sont affirmées les tendances croissantes à l'autonomie des territoires colonisés.



Les mouvements de libération des peuples virent le jour partout dans le monde. Et avec eux a changé radicalement le visage du monde et les institutions internationales sont devenues, devraient être devenues, le lieu où l'on peut faire parler et prendre des décisions par la communauté internationale.

La liberté de ces peuples a enrichi notre propre liberté. Et ainsi, je souligne, s'est enrichi aussi le respect de la dignité de tous les êtres humains, quelle que soit leur race ou leur couleur.

Enfin, dans le dernier quart de siècle, le mouvement des femmes, jalonné par les grandes Conférences des Nations Unies de 1975 à 1995, comme l'a si bien souligné et rappelé Martine Aubry, et qui s'est manifesté dans une innombrable variété de groupes, d'associations, de départements universitaires, de centres de recherche, dans une activité foisonnante et toujours originale, ce mouvement a mené plus loin la démarche des deux autres secteurs sociaux.

En dénonçant le caractère irréductible des hommes et des femmes à la catégorie de personne humaine abstraite et neutre, en procédant à des analyses poussées concernant tous les pays, en formulant des plans d'action toujours plus exigeants et en arrivant en 1993, lors de la Conférence de Vienne, à la reconnaissance des droits des femmes en tant que droits humains, la mouvance des femmes dans les institutions internationales, européennes, nationales et dans tous ces petits groupes a elle aussi contribué à l'enrichissement du respect de la dignité de tous les êtres humains, quel que soit leur sexe.

Cet enchaînement nous met devant un phénomène social du siècle. Ce n'est pas un opportunisme arithmétique qui est en train d'être défendu actuellement. C'est au contraire la nécessité que cette participation équilibrée des hommes et des femmes à la



prise de décision puisse acquérir et être reconnue dans sa véritable dimension historique. Ainsi se révèle son enracinement dans la quête de la citoyenneté et, ainsi, on peut assurer des bases plus solides pour l'Etat de droit et plus riches pour la démocratie.

Fundação Cuidar o Futuro



II. Un cadre contextuel

Mais cette problématique se situe dans un cadre contextuel contemporain. Il n'y a pas seulement le déroulement de ce siècle, il y a l'aujourd'hui.

Et cette problématique ne constitue qu'un premier volet - celui qui amène à la reconnaissance du sujet des droits humains - l'homme et la femme - comme formes universelles et irréductibles de l'humain dans son existence réelle.

Deux autres volets l'encadrent et la chargent du poids de ce qui est contemporain.

Dans le deuxième volet, le démantèlement du monde communiste et, paradoxalement, l'érosion simultanée des grands principes de la démocratie occidentale dont le dernier mois est l'exemple le plus frappant ne laissent pas intactes les institutions politiques, le rapport entre les gouvernements et les représentants du peuple, l'autonomie de décision des Etats face à la question ultime de la guerre et de la paix. Je suis particulièrement heureuse que M. Moscovici en ait fait le début de son discours.

La difficulté que nous avons à comprendre aujourd'hui qu'une fois mise entre parenthèses (pour ne pas dire éliminée) l'Organisation des Nations Unies il ne nous reste aucune institution internationale qui puisse donner naissance à un monde multipolaire. Tout cela demande que nous repensions la politique.

En effet, permettez-moi chers auditeurs, quand notre zone du monde accepte un langage en notre nom qui réduit les êtres humains et éventuellement leur mort, à des "dommages collatéraux", la question qui reste est celle de nos valeurs et de l'inadéquation de nos idées et institutions démocratiques aux problèmes auxquels nous avons à faire face aujourd'hui.



Dans un troisième volet s'alignent les grands problèmes de ce qu'on peut appeler l'agenda pour le IIIème millénaire que les Conférences des Nations Unies pendant cette décennie ont élaboré. En même temps, nous faisons face dans ce volet à une économie dérégulée conduite par la seule logique de l'idéologie du marché que le maître de beaucoup d'entre nous, Jacques Delors, considère "myope", il l'a dit à plusieurs reprises et j'ai tendance à penser qu'il est plutôt aveugle ce marché. La globalisation de l'économie nous envoie de plein fouet le vide de ce qu'on appelle "l'ordre mondial" et l'urgence d'en bâtir au moins quelques règles de jeu et de s'en tenir à ces règles-là. (Il y en a de ceux qui réclament un "nouvel ordre" ... c'est curieux ça, parce qu'il n'y a pas d'ordre !).

Il est à inventer cet ordre là. Et cet ordre dans ce troisième volet où la vie des gens est en jeu et leurs besoins fondamentaux pourrait être inspiré par le prix Nobel d'économie de la dernière année, Amartya Sen, quand il dit de façon très nette et l'a prouvé dans toute son oeuvre, que l'économie n'est qu'un moyen, un moyen au service des besoins essentiels des êtres humains.

Tâche d'autant plus difficile qu'il n'y a plus de grands englobants, que nous avons créé des sociétés du tout fragmenté, du regard instantané, où "zapper" est le mode d'observer les choses, les événements, les êtres. Nous avons ainsi réduit les possibilités d'une éthique qui puisse nous aider à juger les situations et à réagir aux défis qu'elle présente.

Je me rappelle bien que les "dividendes de la paix" dont nous parlions au lendemain de la fin de la Guerre froide - ça semble déjà si loin - nous ont amenés à considérer la sécurité humaine dans toutes ses dimensions. Et je voudrais bien souligner ce qui est l'expérience de nous tous et de nous toutes, aucune de ces



dimensions de la sécurité humaine n'est étrangère ni aux hommes ni aux femmes. Pour reprendre le langage maheureusement morcelé de l'organisation des institutions politiques, l'éducation comme la défense, la santé comme les affaires étrangères, la justice comme l'environnement, et ainsi de suite, sont des enjeux pour tous, femmes et hommes. Aussi en deviennent-ils leur responsabilité commune et partagée.

Comment se fait-il alors que les femmes soient encore tenues à l'écart de telles responsabilités s'il en est ainsi ?

Fundação Cuidar o Futuro



III. Obstacles et stratégies

Et je rappelle seulement pour la forme les obstacles les plus courants qui sont dénoncés. Nombreuses sont les études qui détaillent ces obstacles et empêchent leur participation équilibrée.

Je ne veux pas escamoter le premier obstacle, celui de l'invisibilité des femmes - on ne le dirait pas aujourd'hui mais c'est pas la tendance normale - dès qu'elles semblent prêtes à exercer des fonctions de prise de décision. Invisibilité de leur être au bénéfice de leur paraître, invisibilité des nombreuses tâches qui leur reviennent et qui soutiennent la société ; invisibilité de leurs actes issus souvent des habitudes de multi-fonctionnalité de la vie de la presque totalité des femmes qui constituent une véritable sous-culture s'opposant, dans ses méthodes, à la spécialisation forcenée de la culture dominante.

Mais les femmes elles-mêmes renforcent souvent cette invisibilité

Il y a, sans aucun doute, ce qu'on a appelé souvent et qui a été étudié à plusieurs reprises, l'ambiguïté du féminin - le désir et le rejet, l'audace et la peur tiraillent parfois de l'intérieur les femmes. Nous connaissons toutes cela, même lorsque nous avons déjà plusieurs décennies derrière nous. Il y va pour beaucoup du manque de confiance en elles-mêmes, en nous-mêmes, mais il y va aussi du climat que les femmes rencontrent souvent dans les institutions les plus diverses de la société.

En outre, il y a un élément de notoriété pour qu'on puisse se présenter, à une entreprise, à une organisation, pour qu'on puisse poser sa candidature au plan politique, cette politique ne s'étaye pas de la même manière que celle des hommes. Les hommes constituent - et j'emprunte l'expression à Edgard Morin - une classe bio-sociale, politico-culturelle qui a une longue histoire de cohésion interne. Même en tant qu'adversaires, la complicité qui règne entre eux est une barrière presque infranchissable



pour des femmes qui n'ont pas été entraînées aux coups et contre-coups des cours de récréation et qui, peut-être, ne veulent pas l'être.

Les femmes pressentent que pour elles il y aurait risque d'entretenir des rapports qui conduisent facilement à abandonner la transparence, l'ouverture et l'appréciation de celui ou de celle qui est foncièrement autre.

Je ne résiste pas à dire que nous avons ici en Nicole Perri une femme qui, quand j'étais au Parlement européen, était de toutes les vice-présidents, celui ou celle qui présidait le mieux. Vraiment c'était absolument spectaculaire. Et bien, la complicité entre les hommes a fait que ce soit un monsieur qui ... enfin ... qui a été président.

• Cependant, les institutions, même celles où il y a une majorité de femmes, ont souvent intériorisé un modèle masculin comme norme de tous les comportements.

Il y a un modèle masculin d'exercice des fonctions de prise de décision que les femmes n'acceptent pas de bon grè ; ou si elles l'acceptent, elles vont souvent mimer ce qui est déjà là ... et, chez la plupart des femmes, il n'y a pas vraiment un grand appui pour ce comportement. Dans un livre qui a été très fameux et qui continue à être un classique - et vous me pardonnez si c'est un livre portugais, il s'appelle "Les nouvelles Lettres portugaises" à un certain moment, on dit :

"Que personne ne réclame, n'exige, ne tente de faire que je revienne à la clôture des autres."

C'est bien pour ouvrir cette clôture que les femmes veulent être présentes dans la prise de décision, pas uniquement en tant que force interne mais bien au delà, dans le continuel rapport avec la réalité sociale.



Il est vrai que les hommes ne dominent pas uniquement les institutions ; ils y formulent les règles du jeu ; ils définissent les normes d'évaluation. Ce sont des normes et des valeurs, certes, mais aussi des styles de vie et de comportement.

Un paradigme surtout leur est cher. Celui engendré par une société de plus en plus envahie par la compétition et l'affrontement, je parle du paradigme des "gagnants et des perdants".

Or, elles sont nombreuses les femmes d'aujourd'hui qui écrivent là-dessus. Comme une grande Américaine économiste, Hazel Henderson, a écrit : "the win's win relationship" - Gagner des deux côtés. En effet, les femmes estiment par contre qu'une société où tous sortiraient "gagnants" serait pétrie de respect mutuel, de collaboration et d'essais multiples pour trouver des issues. C'est pour quoi je crois, que nous rejetons l'idée de - dans le contexte que nous vivons aujourd'hui - dans la guerre où nous sommes engouffrés d'aller jusqu'à la fin. Non ! il faut pas aller jusqu'à la fin. A la fin de quoi ? Il faut assurer des trêves, il faut assurer des couloirs d'actions humanitaires, il faut qu'un groupe de discussion au sein des Nations Unies puisse établir l'agenda pour de véritables négociations ; il faut y faire participer les Slaves et en particulier les Russes et l'opposition (intérieure et extérieure) à Milosevic en Yougoslavie.

D'ailleurs les fonctions de prise de décision sont vues dans nos sociétés comme une vocation à vie, intouchables. On m'a dit une fois, quand je n'avais aucune fonction élective, "ah, quel dommage, maintenant vous n'êtes rien" et j'ai trouvé là justement cette idée que la vie est quelque chose où l'on va, que l'on parcourt en grim pant. Mais nous avons juste de beaux exemples de gens qui comme disent les Américains au lieu de "climb up, switch over", au lieu de monter, essayer de changer et on découvrira alors des mondes entièrement nouveaux. Et ceci parce que le cycle de la vie est un



continuum où peuvent s'inscrire différentes formes d'activité.

Certes, la prise de décision demande un entraînement mais cet entraînement est surtout la capacité de saisir un problème, de le mettre en équation et d'en établir les scénarios possibles pour le résoudre en temps utile. Dans les années 80, Geraldine Ferraro, après avoir été battue aux élections présidentielles aux Etats-Unis a réuni à San Francisco des femmes qui étaient ou qui avaient été des femmes politiques. On était moins nombreuses qu'aujourd'hui quand même et c'était très intéressant, elle a fait une enquête et toutes sans exception nous avons acquis nos capacités de prise de décision, de leadership, à travers des organisations non gouvernementales. C'était là que s'étaient formées les dirigeantes de ce groupe-là.

Certes, la prise de décision a besoin d'être réfléchie et repensée à l'intérieur de la vie de chaque femme.

Fundação Cuidar o Futuro

Mais il y a des problèmes plus profonds, ceux auxquels j'ai fait référence que nous connaissons dans tous les livres sur les femmes dans la société. Il y a des problèmes structurels ceux-là. Il s'agit - et il faut le regarder en face - de véritables intérêts contradictoires des hommes et des femmes qui sont passés sous silence, voire occultés.

J'en cite deux :

Le premier - et je suis très heureuse que la Commission européenne le prenne en charge - est celui qui touche au problème clé de la compatibilité entre les responsabilités familiales et les responsabilités professionnelles, et cela à différents stades du cycle de vie. En effet :

- entre 25 et 40 ans, la responsabilité pour les enfants et pour l'organisation de la vie familiale pèse sur les femmes;
- après 40 ou 45 ans, les soins aux parents âgés viennent remplacer les enfants

(n'oublions pas qu'en Europe 80 % des personnes de plus de 60 ans qui ont besoin de soin sont à la charge soit de leur épouse soit de leur fille).

En parlant de ce problème, je ne me réfère pas uniquement à ce poids des tâches qui pèsent sur les jeunes générations de femmes mais je me réfère aussi à l'exercice quotidien du souci de l'autre, dont le Commissaire parlait tout à l'heure sur le "Caring Society" que beaucoup d'hommes, pris dans l'engrenage d'un travail professionnel qui semble s'étendre de plus en plus, laissent de côté. Nous ne sommes pas ici dans un quelconque discours moral mais dans ce qui façonne philosophiquement la personne humaine comme un être-de-souci. C'est à cette tradition, mise en valeur par Heidegger et Hannah Arendt, qu'appartiennent, entre autres, Michel Foucault autant que Lévinas.

Le second exemple abondamment montré par des études conduites en Suède mais auxquels on participe plusieurs autres pays européens, concerne la différence dans l'établissement de priorités quant aux responsabilités sociales quelles qu'elles soient.

En effet, disons-le l'agenda "politique" des hommes et des femmes dans tous les domaines n'est pas le même -d'ailleurs il n'a pas à être le même.

Une telle différence est parfois frappante et prend des formes qui dérangent toujours. Je me rappelle du début du livre de Martine Aubry, "Le choix d'agir" où la différence de ce choix de priorités entre les hommes et les femmes est bien nette.

Ces deux exemples ne sont pas aléatoires. Ils sont au coeur des difficultés rencontrées par les femmes pour participer avec les hommes aux différents échelons de la prise de décision.

Mais l'entrée des femmes dans des fonctions de prise de décision n'est qu'un premier



pas. Il s'ensuit une phase qui est celle d'apprendre "les lois" non écrites et pourtant parfois plus contraignantes que les véritables lois. Ceci est aussi vrai à la fonction publique que dans les institutions économiques, et davantage encore dans la vie politique.

Dès qu'un poste est ouvert, il faut que les femmes établissent leur propre liste. Dans les années 80 je l'ai vu au Québec, et cela entre des femmes ingénieurs et la présidente de la Chambre de commerce. Chaque fois que dans une entreprise il y avait la possibilité d'un poste de direction, tout ce monde se mouvait. Et, en effet, il y avait des propositions qui étaient faites et qui ont été pour la plupart acceptées.

Ceci ne peut fonctionner que lorsque s'établit une grande solidarité entre les femmes et que les réseaux fonctionnent non pas pour promouvoir des personnes mais pour promouvoir des idées et les rendre fécondes.

Un troisième aspect de cette action du dedans est le dépassement de classifications d'activités ou de domaines en zone "soft" ou "hard". Dans la vie politique, il était de bon ton de minimiser jusqu'à récemment l'importance de portefeuilles revenant aux femmes, en les considérant "soft". C'étaient l'éducation, les affaires sociales, la santé, l'environnement, la culture. "Soft" tout cela ? N'est-ce pas là le noyau dur de toute véritable réforme sociale ? Les domaines "hard" - par excellence les affaires étrangères et la défense - ne sont-ils pas devenus l'interface entre la vie de chaque société et les problèmes globaux, et face à l'hégémonie d'un seul ne deviennent-ils pas ainsi "soft", incroyablement "soft" ?

Une autre distinction a été de mise : celle qui mettait d'un côté les questions affectant les femmes et de l'autre le point de vue des femmes sur toutes les questions.



Et ainsi les femmes prenaient les décisions selon l'un de ces deux agendas. Aujourd'hui - et j'espère l'avoir mis en évidence à travers le zig-zag délibéré de mes propos - les questions qui affectent les femmes sont des questions pertinentes pour toute la société. De même, aucune question sociétale n'est extérieure aux femmes. "La circularité du réel" va en effet beaucoup plus loin que nos distinctions apparemment cartésiennes - mais Descartes ne serait pas d'accord.

• Finalement, il faudrait dire que toute femme, dans une situation de prise de décision, gagne à étayer ses idées et ses décisions sur des liens avec les différentes formes que prend dans son entourage le mouvement des femmes.

Fundação Cuidar o Futuro



IV - L'utilisation du pouvoir

Mais la problématique de la prise de décision est au delà de toute autre considération une mise à nue du problème du pouvoir. Entendons-nous bien, le pouvoir est partout, et il ne faut pas avoir de pudeur, de crainte, pour parler de pouvoir. En effet, le pouvoir circule d'un domaine à l'autre. D'ailleurs il circule de telle manière qu'il pose beaucoup de difficultés à toute société, par exemple, dans la promiscuité entre la politique et les media, ou entre agents économiques et les hommes politiques, etc.

Nous sommes, en fait, à un tournant de notre compréhension du pouvoir lui-même.

Même quand il se dit démocratique, le pouvoir trouve facilement des rouages par où il peut fonctionner comme cryptique, autoritaire, et dans la pratique excluant.

Mais aussi, le pouvoir qui veut amener vers lui l'attachement des foules, s'affadira dans ce que Laurent Fabius appelait quand il était Premier ministre, "le charme discret du consensus" et je trouve qu'il n'y a pas de plus belle expression pour dire la nullité de ce pouvoir là.

La transition de la notion même de pouvoir est urgente. Elle aura lieu à plusieurs niveaux dont je souligne les deux qui me semblent les plus décisifs :

- ce sera le passage du pouvoir sur des personnes, sur des appareils, sur des institutions, voire sur l'interprétation même de l'histoire et des faits, vers le pouvoir avec d'autres, construit là où l'équipe est nécessaire dans la multiplicité de ses compétences et de ses perspective sur les choses et sur les faits ;



- ce sera aussi le passage d'un pouvoir qui est résolument contre, qui n'est à son aise que dans l'opposition, qui excelle à dénoncer ce qui est mal, vers le pouvoir pour accomplir des buts, pour annoncer des idées nouvelles, pour mettre en oeuvre des mesures capables de défaire les noeuds des problèmes.

Il émerge en différents endroits des réflexions sur le pouvoir - le pouvoir qui est compétence et compassion, qui est conviction et responsabilité, qui se sait nouveau dans un contexte d'interdépendances multiples.

Le pouvoir exercé par des femmes devrait faire l'économie de tout ce long parcours et entrer d'emblée dans ses nouvelles formes. C'est une chance pour les femmes et une chance aussi pour la société toute entière que l'accès des femmes à la prise de décision ait lieu à un moment où le pouvoir est appelé à changer de nature, où il lui faut combiner une rationalité technique et opérationnelle sans faille avec un souci de l'autre sans compromis et sans lâcheté.

Mais une poignée de femmes ne pourra opérer ce changement. Depuis ma jeunesse, je m'exerce à contribuer pour qu'on atteigne une masse critique, un nombre dont l'interaction puisse déclencher la réaction en chaîne capable de libérer l'énergie sociale nécessaire au changement.

Je soupçonne fort d'ailleurs que c'est exactement cette réaction en chaîne qui fait peur à ceux qui s'opposent au changement.

Car ce qui est en cause dans la levée de cet ultime interdit est peut-être le fait que, pour une fois, ce ne sont pas les hommes qui déterminent le changement ni son ampleur. C'est plutôt la mouvance qui, pendant tout un siècle, remue du dedans la société.



Mais il n'y a pas de raison pour que l'aboutissement d'une telle mouvance suscite des peurs. La prise de décision par des femmes aura de multiples expressions. Un réaménagement des procédures, des normes, voire des valeurs, aura probablement lieu. Mais comment se construirait-elle "l'éthique du futur", comme l'appelle Hans Jonas, si elle ne faisait pas une place à de nouveaux acteurs et à leur manière de répondre aux problèmes, c'est-à-dire à leur mode de vivre la responsabilité ?

Fundação Cuidar o Futuro



V. Le contrat sexuel au coeur du contrat social

Nous sommes ainsi au coeur du contrat social et du contrat sexuel.

Il serait illusoire et inutile de vouloir changer le contrat sexuel en laissant intouchées les autres composantes du contrat social. Celui-ci est un tout qui encadre les rapports de pouvoir à l'intérieur de la société,

Plusieurs éléments du contrat social ont ainsi, à la lumière de ce que je viens de dire, à subir une profonde transformation si nous voulons atteindre la participation équilibrée des hommes et des femmes à la prise de décision.

Je les énumère uniquement :

1. Une citoyenneté accrue, l'idée même de représentation politique et l'intervention de la part des citoyens et citoyennes dans la prise de décision concernant les engagements des Etats, sur la scène internationale.

2. Le renforcement de la souveraineté, qui, pour certains, est grignotée à cause de l'Union Européenne et autres ensembles régionaux mais qui en fait ouvre le chemin pour une souveraineté élargie exerçant sa part de responsabilité pour l'ensemble des peuples qui intègrent la région.

3. L'instauration de mécanismes politiques de régulation du pouvoir économique et financier. En effet, nous sommes là devant une des questions clés qui, elle, amènerait un ordre mondial.

Et

qui dit qu'on parle de nouveau de régulation. Nous savons ce que la dérégulation a provoqué dans le monde et nous ne voulons pas accepté cette misère injuste, inqualifiable de tant d'humains.



4. La mise en place d'un socle minimal de droits sociaux capables de réduire le fossé encore existant entre ceux dont les droits sont satisfaits et ceux qui restent laissés pour compte, parce que chômeurs désorganisés, vulnérables et dont les femmes sont la plus grande partie.

5. La redéfinition du travail en termes de société active où tous les membres, à toutes les étapes de la vie, déploient des actions qui les épanouissent et qui sont au service de la société.

Une action conjuguée à l'intérieur de l'Union européenne est indispensable pour que des formes nouvelles et osées comme les 35 heures de Martine Aubry puissent vraiment réussir dans tout l'espace de notre Union.

Fundação Cuidar o Futuro

6. La reconnaissance des associations, organisations, non seulement comme éléments importants de la société civile mais en tant que véritables "partenaires sociaux".

En effet, au niveau social, la société civile ne peut plus être organisée autour d'un seul centre, c'est-à-dire les syndicats et le patronat. La diversité des structures sociales, leur flexibilité, l'interdépendance mutuelle, leur croisement par le mécénat du côté des entreprises, par le partenariat autour de questions qui intéressent également les structures économiques et les structures sociales changera le panorama civique et social. Et rend d'emblée obsolètes les notions de partenaires sociaux. Les partenaires sociaux deviennent tous ceux qui se rassemblent autour d'un problème concret, que s'y rattachent par leurs intérêts. Dans la société post-industrielle, syndicats, patronat, associations, organisations de volontariat, tous devraient être de véritables partenaires sociaux et notamment les organisations de femmes.



Nous avons la chance en effet, et je termine, de pouvoir contribuer à une des transformations majeures de ce siècle et ceci avec les répercussions dans le siècle à venir.

Samedi, il y aura une déclaration signée par les représentants de nos gouvernements. Mais la Conférence de Paris ne pourra pas être à l'image d'autres grandes conférences internationales de cette décennie. Laissez-moi rappeler le Sommet de la terre, si important, en 92 à Rio, où les pouvoirs en place, tous, sauf les Etats-Unis, se sont engagés à réduire les gaz à effet de serre de telle sorte qu'en l'an 2000, on serait descendu au niveau de 90. Or, cinq ans plus tard, les Etats-Unis avaient augmenté au contraire de 8 % et, nous autres, les Européens, nous nous sommes aussi donné bonne conscience avec un délai supplémentaire de huit à dix ans.

Non, assez d'hypocrisie. Je m'excuse, mais c'est ce que je pense. Si on est ici, si l'Union européenne représente un certain ensemble de valeurs, il faut que tous, gouvernants et société civile, s'engagent à mettre en oeuvre ce qui aura été décidé ici.

Il y a quelques années, à un moment très difficile de l'histoire mondiale, Pierre Trudeau, un des plus grands politiciens de sa génération, disait en toute simplicité : "Leaders must lead" ; "Les dirigeants doivent diriger." Injonction opportune s'il en est. Il faut aujourd'hui que ceux qui ont le pouvoir se donne comme principe éthique la responsabilité d'exécuter ce qui aura été décidé. Car le pouvoir, pour quoi faire sinon pour agir et exprimer le souci de l'autre dans toute circonstance.

Merci beaucoup.